

# Financer l'hôpital et développer les services santé à hauteur des besoins est possible car l'argent existe.

## 1. Pourquoi Audace (association des usagers qui défendent l'hôpital) a-t-elle organisé une réunion avec les candidats aux municipales à Mayenne ?

L'association Audace de Mayenne considère que la santé concerne toute la population et que les élus auront à agir sur ce sujet. La présence importante des mayennais (es) a montré que la population veut conserver son hôpital et ses services. Nous avons constaté que la plupart des candidats, comme le gouvernement sont restés sourds aux cris des soignants, des usagers et de son peuple. De nombreux services et des agents affichent pourtant leur mobilisation et leur détermination. L'hôpital public connaît actuellement une vague de démission sans précédent (environ 1200 médecins hospitaliers ont démissionné de toutes leurs fonctions administratives – des personnels hospitaliers préfèrent aller travailler dans des usines – les personnels soignants constatent une dégradation permanente).

## 2. Quels sont les objectifs du gouvernement Macron ?

Après des années de restrictions budgétaires, l'hôpital public s'effondre et l'ancienne ministre de la santé Agnès Buzin, atteinte de Macronnavirus a fait preuve d'autosatisfaction : « nous suivons le cap qui est le bon...avec ma santé 2022 ». Elle a fermé 4200 lits dans les hôpitaux publics en 2018, des maternités et aussi des services dans divers secteurs, ce qui a suscité des mouvements de grèves et des milliers de personnels à démissionner. Elle a organisé la disparition progressive de l'hôpital public avec l'objectif de l'équipe gouvernementale d'autoriser les fonds de pension à acheter les cliniques, les hôpitaux privés, les centres d'imagerie médicale et de thérapie dans les grandes villes. En ce moment l'objectif est de satisfaire les appétits des actionnaires des fonds de pension qui encaisseraient les recettes comme les recettes des cotisations retraites. Les médias se gardent bien de ne parler pas de la marchandisation de la santé voulue par un gouvernement au service exclusif de la finance.

## 3. Est-ce que de telles opérations sont effectuées par des fonds de pension en France ?

Dans la région de Lille par exemple, le fonds de pension australien Ramsay vient d'acheter 11 cliniques, 5 hôpitaux privés et 5 centres d'imagerie médicale et de thérapie. Ce fonds de pension agit et se présente comme le premier groupe privé d'hospitalisation en France. A Grenoble, l'actionnaire principal envisage vendre la « Mut ». Les usagers et les soignants s'unissent pour préserver l'accès aux soins pour tous à des soins de qualité.

Avec des arguments financiers et la promesse d'emplois améliorés, les fonds de pension débauchent des personnels hospitaliers. Les spécialités médicales et chirurgicales y sont représentées dans les lieux qu'il contrôle, tous les patients et toutes les pathologies peuvent y être pris en charge.....les médecins candidats sont assurés d'un accompagnement personnalisé au moment de leur installation et

le groupe leur vante sa capacité d'innovation.

Comment rêver mieux quand on exerce la médecine ou que l'on est infirmier ou sage-femme dans un hôpital public à bout de souffle et que l'on réclame des moyens supplémentaires et que rien n'est obtenu.

*Dans les établissements du fonds de pension Ramsay on parle d'actes chirurgicaux mais seulement de ceux qui rapportent. Il va de soi que les actes en gérontologie, pécuniairement moins juteux n'intéressent pas le privé. Ainsi la santé devient un business avec une médecine pour celles et ceux qui en auront les moyens et une autre pour les pauvres.*

#### 4. Y-a-t-il d'autres services santé qui ne peuvent plus remplir leur rôle ?

Divers services santé sont à l'agonie : La Protection Maternelle Infantile (P.M.I.) n'existe plus dans 14 départements et 45% des enfants de 0 à 6 ans n'ont pas eu de visites médicales – la médecine scolaire est en voie de disparition dans les écoles élémentaires et beaucoup d'enseignants découvrent que des jeunes peuvent avoir des problèmes de vue, d'audition qui peuvent être sources de difficultés en éducation. Actuellement le gouvernement prévoit transférer les infirmières scolaires des établissements scolaires aux départements qui ont de plus en plus de mal à gérer leurs activités – l'insuffisance de médecins généralistes fait que 3 000 mayennais n'ont plus de médecins traitants – Des spécialistes médicaux sont très rares et aujourd'hui j'apprenais qu'un ami a dû faire les piqûres à sa femme atteinte de phlébite à cause du manque d'infirmières dans son secteur – Les ehpad souffre de moyens financiers insuffisants et de personnels en nombre réduit au minimum. Dans certains lieux où nous avons rendu visite à des personnes, nous avons rencontré des personnes qui avaient faim ou qui étaient maltraitées (dans un Ehpad le cuisinier avait 1,84 euros pour les repas par jour pour personne et l'économiste a recommandé de « *mettre n'importe quelle sauce car les vieux n'ont plus de goût* » et ailleurs toujours moins de 4 euros – (des bouchers nous ont affirmé ne plus vouloir fournir la viande car ce qui est demandé correspond à ce que l'on donne pour animaux de compagnie – souvent les repas sont industriels et ne donnent pas d'appétit) – Des employés des pharmacies préparent les piluliers pour les personnes dans ces établissements car le plus souvent il n'y a plus d'infirmières (constaté à Lassay). La précarisation des soins à domicile avec des conditions de travail inacceptables devient aussi une réalité et les accidents sont nombreux....(6 fois plus d'accidents que sur les routes).

#### 5. Que faut-il faire pour répondre aux besoins actuels ?

*La perversion du gouvernement se cache dans son argumentation et ne prévoit que la reprise d'un tiers des 30 milliards d'endettement des hôpitaux, notamment les charges financières à hauteur de 800 millions d'euros. De plus la loi 2022 votée en juillet 2019 institue les dits « hôpitaux de proximité », soit la transformation de 350 à 500 hôpitaux généralistes de proximité en « établissements de consultations avancées, sans urgence, sans maternité, sans chirurgie, laissant le champ libre aux groupes privés ». Voilà pourquoi la Marquise, l'ancienne ministre Buzin n'a pas bronché devant l'accélération des fermetures de maternité, d'urgence et autres services, faute de moyens financiers et humains, rétention organisée et visée par les ARS sur le territoire.*

Il faut exiger dans l'immédiat les moyens nécessaires à une refondation du service public hospitalier et du secteur médico-social :

- augmentation du budget consacré aux établissements de santé et médico-sociaux avec une évolution des dépenses à 5% dès cette année.
- revalorisation des carrières soignantes, éducatives, techniques et administratives.
- recrutement immédiat de professionnels (les) supplémentaires associé à un plan de formation afin de pourvoir aux besoins dans l'ensemble des services santé.
- arrêt des fermetures de services, d'établissements, de structures et la réouverture de lits et de places.
- une organisation démocratique qui permette une large participation pour élaborer une politique de santé qui réponde aux besoins actuels.
- l'égalité d'accès sur tout le territoire.

## 6. **La sécurité sociale, la « mère » des solutions.**

La situation générale actuelle est inacceptable car l'état de santé d'une population se mesure comme un excellent marqueur social. C'est possible d'améliorer les services santé au lieu de pratiquer l'assèchement des ressources de la sécurité sociale en diminuant les prélèvements sur le capital à coup d'exonérations pour répondre aux exigences des actionnaires des groupes de santé qui s'approprient une partie des cotisations. Dépenser moins pour la santé, comme pour les services publics et en finir avec une réponse solidaire aux besoins sociaux et la remplacer par le chacun pour soi, c'est la machine infernal mise en place depuis de nombreuses années mais dont l'équipe Macron pousse le curseur à son maximum.

Redoublons d'efforts pour convaincre les hésitants (es), les résignés (es) à rejoindre l'action pour exiger des moyens humains, financiers et matériels pour l'hôpital et les services santé dans notre pays :

- De 2010 à 2018, c'est 558 milliards de cadeaux qui furent donnés aux entreprises du CAC 40.
- En 2019, le gouvernement a fait aussi cadeau de 66 milliards d'euros de cotisations à ces entreprises.
- Avec le Crédit d'impôt Compétitivité des sommes importantes ont été versé aux entreprises (exemple : Lactalis, l'ogre qui s'assoit sur les droits des paysans (nes) en Mayenne a reçu 20,9 millions en 2015 et aussi des versements les dernières années qui se répartissent dans des montages fiscaux opaques et qui rémunèrent en premier lieu les actionnaires de la famille Besnier)
- Taxer les profits financiers ne serait pas une gêne pour les actionnaires.
- Supprimer la taxe de 5% sur les salaires des personnels des établissements de santé donnerait des fonds pour fonctionner.
- Récupérer la fraude fiscale qui dépasse les 80 milliards d'euros chaque année aiderait à faire les investissements nécessaires dans les établissements de santé et de recherche et dans les autres services

publics.

- Pratiquer l'égalité des salaires femmes-hommes donnerait des recettes supplémentaires à la sécurité sociale aussi.
- Notre pays, avec les nouvelles technologies, produit plus de richesses que dans le passé et c'est pourquoi nous pouvons améliorer la vie des habitants de notre France.

En 1945, malgré le pays dévasté il fut possible de construire un système santé avec A. Croizat : « **on cotise selon ses moyens et on est soigné selon ses besoins** ». Alors, ensemble agissons pour que cela redevienne une réalité avec une sécurité sociale qui rembourse à 100%.

Depuis plusieurs mois notre pays est traversé par une lame de fonds qui rejette la politique du gouvernement Macron qui se nourrit de la dégradation des conditions de vie et de travail, de la destruction des services publics, des discours mensongers et des longues luttes des personnels des services publics et du secteur privé.

Bien d'autres pistes ont été discutées pour financer les services publics lors des réunions des organisations syndicales et politiques de gauche à Saint Denis, à Amiens, à Toulouse....mais les médias n'en parlent pas vu que ces derniers sont dans les mains des ultra-riches et des financiers.

Nos propositions pour la santé comme pour les retraites s'inscrivent dans une nouvelle manière de produire, de vivre, de répartir les richesses créées par le travail. Macron veut **mettre fin au régime général de la sécurité sociale** : **opposons lui notre irrésistible envie de construire une autre société plus humaine, plus égalitaire, plus sociale et plus démocratique.**

H. Boudin - thuboeuf